

Mondialisation et frontières Les Suisses déstabilisés

Sondage. Ils avaient traversé les suites de la crise économique sans trop d'états d'âme, les voici bousculés par les incertitudes post-vote du 9 février 2014 et par l'afflux de réfugiés. Révélation de l'étude Sophia 2016, le contrôle systématique des frontières a le vent en poupe, mais pas question de sacrifier les accords bilatéraux avec l'Union européenne.



L'ESSENTIEL EN 3 POINTS

CONTRÔLES SYSTÉMATIQUES AUX FRONTIÈRES

69% des Suisses sont favorables à leur restauration. Les craintes sécuritaires balayent les objections concernant les coûts et la faisabilité d'une telle mesure.

DILEMME DU 9 FÉVRIER

S'il faut choisir entre le respect du vote et les accords bilatéraux, 54% des Suisses choisissent le maintien des accords avec l'UE.

CONTRÔLE

Les Suisses souhaitent le rétablissement des contrôles systématiques aux frontières. Ici, un réfugié intercepté à Chiasso.

PABLO GIANINAZZI KEYSTONE, TI-PRESS

SOUTIEN AUX CHERCHEURS ET AUX ÉTUDIANTS

69% des Suisses redoutent la fin de la participation aux programmes de recherche ou de mobilité européens.



PABLO GIANNAZZI KEYSTONE / TI-PRESS

TENSION Des migrants refoulés à la gare de Chiasso. Le sondage Sophia montre une Suisse très sensible aux problèmes de sécurité aux frontières.

et l'Union européenne. Les uns veulent une participation à la carte, selon leurs besoins, alors que les autres, les 28 Etats membres représentés par la Commission, ne peuvent pas s'encombrer de particularismes.

L'ADIEU AU 9 FÉVRIER

Signe de tension et d'inquiétude, une majorité de la population comme des leaders redoute que les programmes de recherche ou d'échanges d'étudiants soient abolis. Et, s'ils devaient choisir entre une application stricte du contingentement de la main-d'œuvre, votée le 9 février 2014, et le maintien des accords bilatéraux avec l'Union européenne, ils se prononceraient pour le second. Ce résultat clair en Suisse alémanique et en Suisse romande ne souffre que d'un «Polentagraben» avec les Tessinois. Il ouvre une large marge de manœuvre au Conseil fédéral et au Parlement, qui cherchent, tel l'œuf de Colomb, une solution eurocompatible de mise en œuvre de l'article 121a: il faut tout simplement revoter pour trancher. Cette majorité pragmatique confirme que RASA, l'initiative qui veut rayer le scrutin du 9 février 2014 de la Constitution, est opportune et a des chances de convaincre.

Mais rien n'est simple, et le discours des initiants durant la campagne – il faut négocier des aménagements à la libre circulation des personnes – reste très présent dans la tête des sondés, quand bien même les instances de l'UE ont maintes fois signalé que le principe de la libre circulation n'était pas négociable. Sur la manière d'aménager nos relations avec l'UE, Berne a manifestement de gros efforts de pédagogie à fournir, tant les illusions sont tenaces.

Dans un monde de nouvelles frontières, où s'érigent des barrières et où se multiplient les défis liés à la «disruption» numérique, les Suisses décrits par l'enquête Sophia 2016 se montrent soudain troublés, et leurs leaders moins sûrs de savoir où ils vont. Désormais, à la rituelle question sur leur confiance dans l'avenir, la majorité dit sa crainte de vivre une période instable. Et un cinquième de la population croit se diriger vers une ère de décadence. Cette proportion a doublé en dix ans, alors que la Suisse vient de traverser une période économique faste. Une préoccupation qui fait écho à la remarque consignée par un des leaders interrogés: «La mondialisation est une porte ouverte sur l'inconnu.» ■

plébiscités. Le message technocratique délivré par les autorités nationales ou européennes – le contrôle de chaque individu et de chaque véhicule, l'un après l'autre, par les forces de sécurité, conduirait à la paralysie économique et à des embouteillages monstres – n'a pas été capté, ou alors il est sans effet face aux craintes terroristes.

Les Suisses ne souhaitent pas pour autant mettre fin à leurs bonnes relations avec leurs voisins. Ils acceptent les règles du marché unique européen – les fameuses quatre libertés de circulation des biens, des personnes, des capitaux et des services. Mais ils semblent considérer la libre circulation des personnes comme un phénomène plutôt que comme une liberté à appliquer sans entraves.

Les Suisses semblent considérer la libre circulation des personnes comme un phénomène plutôt que comme une liberté à appliquer sans entraves.

■ ■ ■ **CHANTAL TAUXE**

C'est ce qu'on appelle un sacré retournement de tendance. Mathias Humery et Marie-Hélène Miauton, chercheurs chez M.I.S Trend (Institut de recherches économiques et sociales), auteurs de l'étude Sophia 2016, publiée à l'occasion du Forum des 100, notent «quelques signes d'inquiétude chez les leaders et dans la population, contrairement aux précédentes éditions, toutes plus sereines les unes que les autres». En pleine crise, rappellent-ils, Sophia 2010 montrait que les Suisses se sentaient éparpillés, même si les opinions étaient sévères vis-à-vis des agissements de la finance suisse et internationale. L'an dernier encore, les jeunes, spécialement interrogés, affichaient leur conviction que la Suisse tirait très bien son épingle du jeu et qu'elle devait continuer d'assumer sa prospérité et ses valeurs, hors de l'Union européenne mais en pleine ouverture au monde. Cette année, en revanche, l'enthousiasme décroît.

BOMBE POLITIQUE

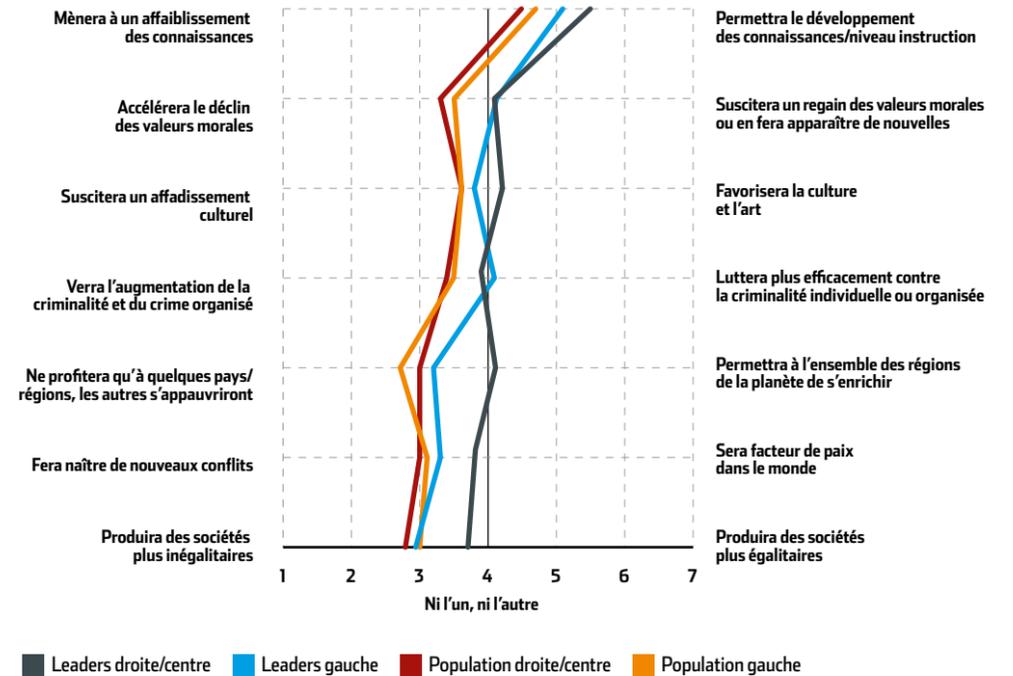
Les charmes de la mondialisation, dont il est largement admis que notre pays a bien profité, paraissent évanescents (lire l'interview d'Hubert Védrine en page 34). Le phénomène d'ouverture des frontières inquiète. Surprise du sondage, et vraie bombe politique, les contrôles systématiques des personnes au passage des douanes sont

LA MONDIALISATION HEUREUSE, C'EST FINI

Quelles conséquences aura la mondialisation d'ici à 2020-2025?

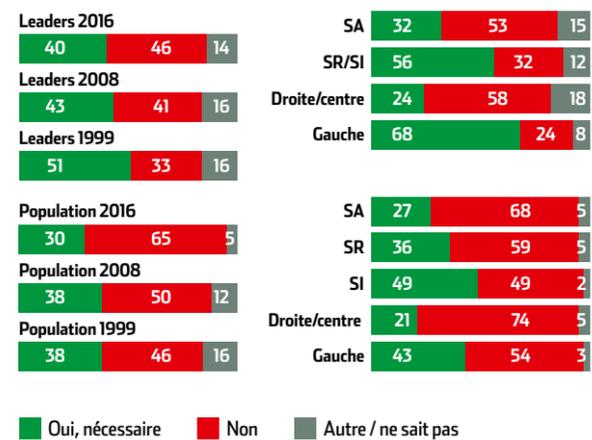
Sur les sept bienfaits

proposés que la mondialisation serait susceptible d'apporter, un seul lui est reconnu: elle permettra le développement des connaissances et de l'éducation. A ce niveau, la population et les leaders sont d'accord, et ces derniers ont même évolué vers un jugement encore plus favorable depuis 1999. Sinon, les jugements sont sévères, résignés. La population et les leaders pensent que la mondialisation produira des sociétés plus inégalitaires et ne profitera qu'à quelques régions, les autres s'appauvrissant. ■



LA GOUVERNANCE MONDIALE N'A PLUS LA COTE

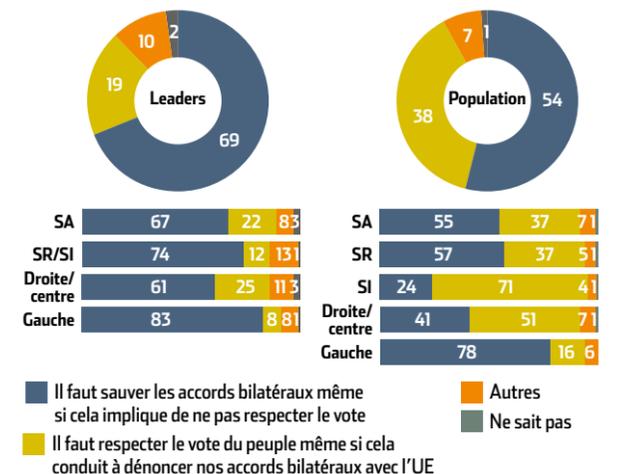
Est-il nécessaire de concevoir un pouvoir politique supranational face au pouvoir de l'économie ou chaque pouvoir national est/sera-t-il capable de faire contrepoids à la puissance de l'économie?



Sans doute les opinions très négatives qu'enregistrent les sondages sur la crédibilité des institutions internationales expliquent-elles le peu de soutien à un pouvoir supranational pour faire contrepoids à l'économie. Chez les leaders, les scores en sa faveur passent de 51 à 40% en dix-sept ans. Relevons que les leaders évoluent dans le sens de la population et non le contraire. ■

BILATÉRALES OU RESPECT DU 9 FÉVRIER: LE PEUPLE TRANCHE NETTEMENT

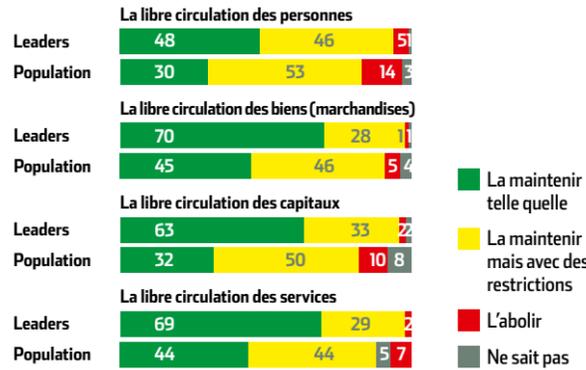
Le 9 février 2014, le peuple suisse a approuvé l'initiative dite «Contre l'immigration de masse», laquelle embarrasse la Suisse vis-à-vis de l'UE, car elle met en cause la libre circulation des personnes, principe qui figure dans les accords bilatéraux. Aujourd'hui, que diriez-vous?



La question a été très précisément posée. Peuple et leaders arbitrent avec netteté: s'il faut choisir, il faut sauver les accords bilatéraux. On peut s'asseoir sur le vote du 9 février, d'autant que le score chez les Romands et les Alémaniques ouvre la possibilité d'une double majorité du peuple et des cantons. Poches de résistance au Tessin (71%), chez les hommes (42%) et à droite (41%) en faveur du respect de l'article constitutionnel. ■

LES QUATRE LIBERTÉS: OUI, MAIS...

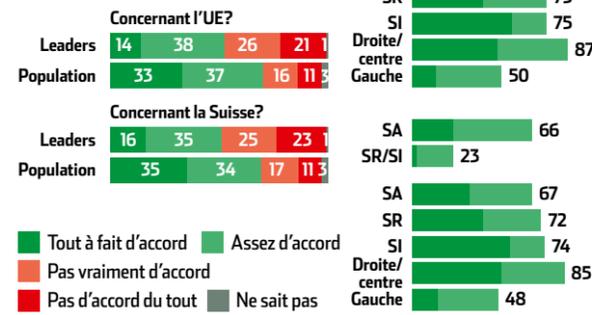
Le grand marché européen est basé sur quatre libertés fondamentales. Pour chacune, veuillez indiquer s'il faut la maintenir telle quelle, la maintenir mais avec des restrictions ciblées ou l'abolir.



Le désir d'abolir l'un ou l'autre des quatre piliers du grand marché européen est quasi inexistant. En revanche, l'envie d'y apporter des restrictions est bien présente dans les deux échantillons. La moitié des leaders le disent concernant la libre circulation des personnes, sans doute influencés par le vote populaire du 9 février 2014, et un tiers environ y pense pour les capitaux.

CONTRE L'ANGOISSE TERRORISTE, VERROUILLONS LES FRONTIÈRES

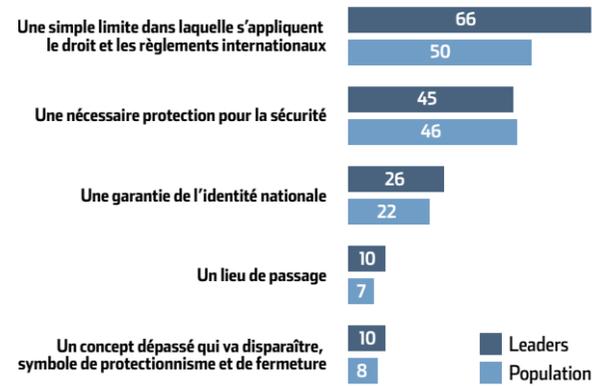
Actuellement, de nombreux pays ont restauré les contrôles systématiques aux frontières, soit pour des raisons de sécurité, comme la France, soit pour répondre à la pression migratoire. Êtes-vous plutôt d'accord ou pas d'accord avec cette pratique?



Qu'il s'agisse des frontières de l'UE ou de la Suisse, le contrôle systématique a les faveurs de la population. Seule l'appartenance politique permet de comprendre les résultats; la droite est quasiment unanime à approuver les contrôles systématiques, alors que la gauche est partagée. Les avis des leaders sont en retrait, peut-être par crainte du coût économique.

LE SENS DES FRONTIÈRES? UN CADRE JURIDIQUE PLUTÔT QU'UN COCON IDENTITAIRE

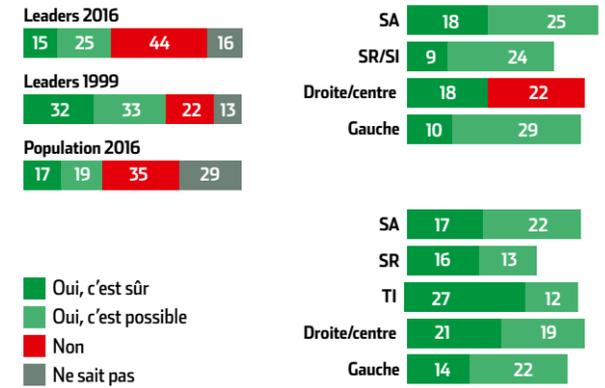
Pour vous, quel est le sens prioritaire qu'il faut donner à la notion de frontière? Est-ce plutôt (deux réponses possibles)...



Pour les leaders comme pour la population, les frontières ne sont pas un concept dépassé. Mais l'enveloppe sécuritaire et la sauvegarde de l'identité nationale ne sont pas en tête des réponses, comme on aurait pu s'y attendre. Les leaders penchent plutôt pour l'aspect purement juridique, alors que la population accorde un poids presque équivalent à la sécurité.

L'EFFACEMENT DES FRONTIÈRES N'EST PLUS PERÇU COMME INÉLUCTABLE

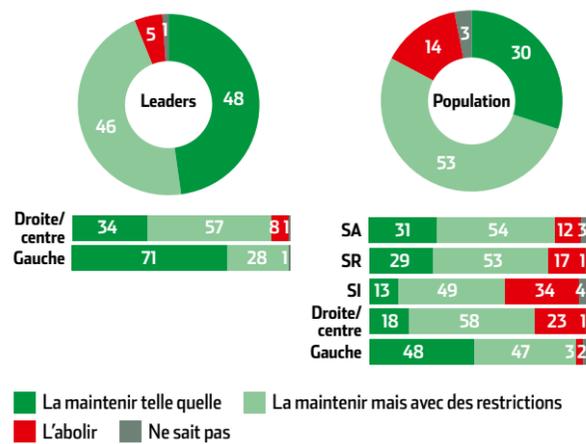
La mondialisation mènera-t-elle à la disparition des frontières?



Contrairement à ce qu'ils croyaient en 1999, les leaders ne sont plus que 40% à penser que la mondialisation mènera à la disparition des frontières, contre 65% il y a dix-sept ans. La population redoute que cela n'arrive, mais 29% sont incapables de se déterminer. A noter que cette perspective inquiète relativement moins les Romands que les Alémaniques ou les Tessinois.

L'ILLUSION D'UNE LIBRE CIRCULATION À LA CARTE

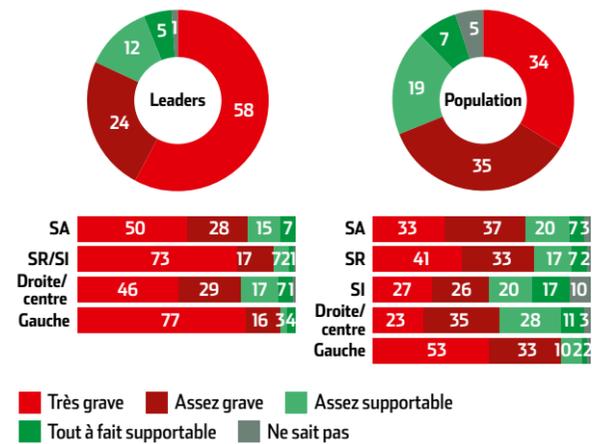
La libre circulation des personnes au sein de l'Europe doit-elle être maintenue telle quelle, maintenue mais avec des restrictions ciblées, ou abolie?



Seul un tiers des Tessinois envisage d'abolir la libre circulation des personnes. Les autres se partagent en deux camps: ceux qui ne veulent rien changer et ceux qui pensent qu'elle doit être accompagnée de restrictions. Chez les leaders, ces deux opinions sont d'un poids équivalent, alors qu'une majorité de la population désire des aménagements. L'appartenance politique dicte ces résultats.

GROSSES CRAINTES POUR L'AVENIR DES CHERCHEURS ET LES ÉTUDIANTS

A la suite du vote du 9 février 2014, la participation des étudiants et des chercheurs suisses aux programmes de mobilité européens a été réduite. Si, finalement, et faute d'un accord avec l'Union européenne, la Suisse était mise à l'écart de ces programmes, considérez-vous que ce serait grave ou supportable?



Les leaders considèrent avec une extrême gravité, à 58%, la mise à l'écart potentielle des chercheurs suisses, alors qu'un tiers du grand public témoigne d'un tel souci. Seulement 17% des leaders et un quart de la population imaginent des effets bénins. Tous les autres sont peu ou prou inquiets. La gauche est beaucoup plus inquiète que la droite, les Alémaniques un peu moins que les Romands.

LES COMMENTAIRES DES LEADERS

En remplissant le questionnaire Sophia 2016, certains leaders ont ajouté quelques réflexions.

A propos de la mondialisation:
 - «La globalisation produit des gagnants et des perdants. Je crains cependant que les perdants ne constituent la majorité.»
 - «Les bons et les mauvais effets se côtoient mais la vraie question est de savoir ce que serait un monde sans mondialisation et quel sens il aurait aujourd'hui.»
 - «La mondialisation est une porte ouverte sur l'inconnu.»

A propos de gouvernance:
 - «Il faut un pouvoir supranational non pas pour contrebalancer les économies, mais pour régler les grands problèmes de l'humanité (climat, agriculture, famine, migrations).»

A propos de l'avenir:
 - «Hélas! Nations et nationalisme croissent plus vite que les projets de coopération concrète.»

A propos de la Suisse:
 - «Avec la globalisation, la Suisse a dû se demander quelles sont ses forces et ses faiblesses. Cela a renforcé l'identité suisse.»



11:34

Vous réalisez que votre assureur-vie s'appelle Michel, votre assureur-maladie, Michèle et l'assureur de votre patrimoine, Michelle.

Là maintenant, un seul Michel vous simplifierait la vie.

Groupe Mutuel
Plusieurs assurances, un même interlocuteur



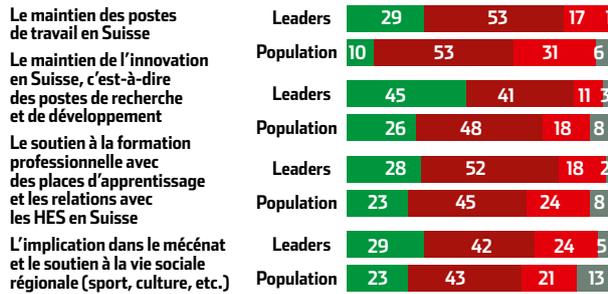
Santé Vie Patrimoine Entreprise

Assuré. Là. Maintenant.

Les assureurs membres du Groupe Mutuel

LES MULTINATIONALES POURRAIENT PRENDRE LEUR RÔLE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL PLUS AU SÉRIEUX

Les entreprises multinationales d'origine suisse font-elles suffisamment d'efforts ou non dans chacun des domaines suivants?

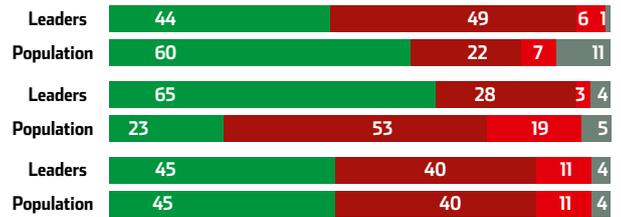


■ Ne sait pas ■ Ne font pas assez d'efforts
 ■ Pourraient faire mieux ■ Font suffisamment d'efforts

Quel que soit le type d'effort qui pourrait être demandé aux entreprises multinationales, les leaders et le grand public pensent qu'elles pourraient en faire plus. On notera que, sauf en matière de mécénat, les leaders sont moins exigeants que la population, à moins qu'ils ne soient aussi mieux au courant des efforts qu'il est déjà possible de mettre au crédit de ces grandes structures. ■

PERSPECTIVES D'AVENIR: LE TEMPS DU DÉSENCHANTEMENT

Comment envisagez-vous les 15 prochaines années en Suisse et dans les pays voisins?

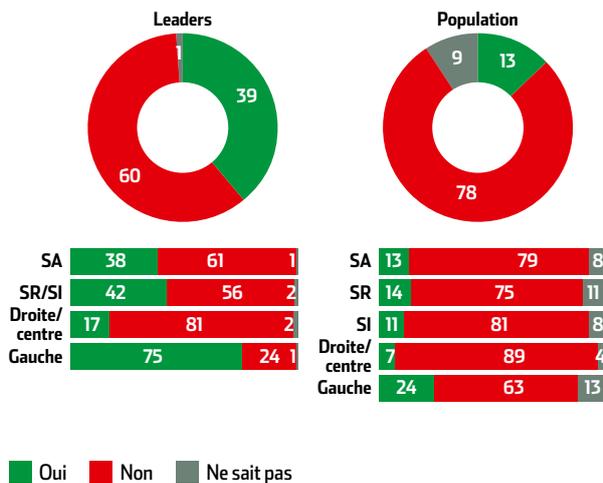


■ Nous allons vivre une période passionnante, vous avez confiance en l'avenir
 ■ Notre époque est une période instable, voire périlleuse, vous avez des craintes sérieuses quant au proche avenir
 ■ Nous allons vers une ère de décadence sur le plan politique et économique. Vous n'avez pas confiance dans l'avenir de cette société
 ■ Sans réponse

La conscience qu'il faut craindre, à l'avenir, une période instable et périlleuse, voire une décadence, s'installe aussi bien chez les leaders que dans la population. Cette évolution spectaculaire dans la durée provient sans doute des événements qui ont secoué le monde récemment: les guerres au Moyen-Orient, le terrorisme islamiste, l'afflux des migrants et les difficultés à y faire face. ■

ADHÉRER À L'UE? LE DÉBAT N'EST PAS MÛR

Indépendamment de la poursuite ou non de la voie bilatérale, pensez-vous que la Suisse devrait envisager d'adhérer à l'Union européenne ou non?



Les leaders et la population s'opposent à l'idée d'une adhésion de la Suisse à l'Union européenne. Les leaders de gauche marquent un fossé avec leurs électeurs. Avec 39% chez les leaders, l'étude 2016 montre toutefois une évolution favorable par rapport à 2014, où l'idée d'une adhésion n'intéressait que 28% d'entre eux. ■

FICHE TECHNIQUE

L'étude Sophia 2016 lancée et menée par M.I.S Trend, Institut de recherches économiques et sociales (Lausanne et Berne), s'adresse chaque année à deux cibles distinctes. D'une part, le grand public à raison de 538 Romands, 549 Alémaniques et 203 Tessinois représentatifs de la population âgée de 18 ans et plus. Cette disproportion permet de minimiser la marge d'erreur sur chaque région (+/- 4,3% pour la Romandie et la Suisse alémanique et +/- 7,0% pour le Tessin). Une pondération mathématique permet de retrouver ensuite le poids démographique réel des trois régions dans les résultats totaux. Ces 1290 personnes ont été interrogées au moyen d'un questionnaire autoadministré en ligne du 22 mars au 4 avril. La marge d'erreur maximale sur cet échantillon est de +/- 2,8%. Sophia consulte, d'autre part, 380 leaders d'opinion qui développent leur activité en Suisse. Ils sont détectés en raison de leur réflexion sur le présent et l'avenir de la Suisse, des messages qu'ils diffusent et de la place qu'ils prennent dans la vie publique suisse. Par souci de représentativité, ils appartiennent au monde de l'économie, de l'administration, de la science et de l'éducation, de la culture et de la politique. Ils sont Latins ou Alémaniques, un tiers a un rayon d'action international et exerce un mandat politique au niveau communal, cantonal ou fédéral. Ils ont été consultés durant le mois de mars à l'aide d'un questionnaire autoadministré postal. La marge d'erreur maximale sur cet échantillon est de +/- 5,1%. ■